



COMPTE RENDU

Les organisations syndicales ont décidé de ne pas participer à la 1^{ère} convocation du CTL le 18 décembre 2012 portant sur le seul point à l'ordre du jour : les suppressions d'emplois.

Elles rappellent qu'au CTL du 15 octobre 2011, le DDFIP du Vaucluse avait refusé de voter le vœu suivant :

« Au regard du constat détaillé de la situation des services présentée par les représentants du personnel, le CT local de Vaucluse considère que le manque d'emplois dans le département constitue la cause principale de la dégradation des conditions de vie au travail de ses agents ».

Ne tenant aucun compte du constat établi par les représentants des personnels, le DDFIP de Vaucluse maintient sa logique destructrice de suppression d'emplois en saignant encore et toujours un peu plus les services.

Lors de la seconde convocation du CTL les représentants CGT et FO ont lu une déclaration liminaire (voir au verso).

Refusant de discuter de cet énième plan de suppressions d'emplois qui porte à plus de 120 le nombre de postes sacrifiés dans le Vaucluse depuis 2007 (soit l'équivalent de l'ensemble des services de la Direction), nous avons exigé de procéder immédiatement au vote.

En votant **contre** ce projet les représentants CGT et FO ont manifesté une fois de plus leur opposition déterminée à cette curée insupportable.

Ne cédon pas, défendons nos emplois, nos missions et notre statut ! Réagissons et mobilisons nous contre cette politique dogmatique de suppressions d'emplois.



COMITE TECHNIQUE LOCAL "SUPPRESSION D'EMPLOIS" DU 21/12/2012

DECLARATION LIMINAIRE

Malgré le changement de Directeur (Parini, Bézard, même combat !), la curée continue de plus belle à la Direction générale des Finances publiques. Notre Direction locale, avec un staff pléthorique, n'a pas non plus infléchi sa position et applique à la lettre le plan de destruction des emplois orchestré d'en haut, le doigt sur la couture du pantalon.

Dans les services le constat est alarmant : missions à l'abandon, agents au bord de la rupture, absence de perspectives en terme de pouvoir d'achat, promotions en berne... Malgré cette réalité, que la direction locale refuse obstinément de partager, 21 emplois disparaîtront en 2013 en Vaucluse.

Avec 22 emplois (filière fiscale : 12, gestion publique : 10) les agents C en sont, une fois encore, les principales victimes. Dans la filière gestion publique, ils deviennent une denrée rare. Quelles perspectives sont offertes à cette population paupérisée en terme de mutation et de doctrine d'emploi ?

Certains sites sont en voie de désertification. Orange, Cavaillon, Carpentras ont perdu des dizaines d'emplois ces cinq dernières années. Et que dire du sort du cadastre ? On voudrait l'achever qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Les personnels sont au mieux démotivés, trop souvent déprimés, et de plus en plus résignés et désespérés : le burn-out gagne du terrain, sans distinction de catégorie ou de grade. Face à cette immense détresse, la journée de grève de mardi 27 novembre, avec près d'un agent sur 4 en grève dans le Vaucluse relevait du S.O.S.

Pour nous, il ne peut être question de discuter de la répartition de la pénurie, encore moins des pseudo-justifications avancées par la Direction locale reprenant, stricto sensu et sans état d'âme, les fallacieuses motivations de la Direction générale.

C'est pourquoi nos organisations, fortes de la pétition unitaire signée par près de 500 agents, s'opposent à ce plan destructeur des emplois et des missions publiques. Nous voterons donc contre ce projet, qui conduira inexorablement à une nouvelle dégradation des conditions de vie au travail des agents. Nous laissons la Direction face à sa responsabilité, totalement partagée avec celle de la Direction générale.